



Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

S/21775
17 septembre 1990
FRANCAIS
ORIGINAL : ESPAGNOL

LETTRE DATEE DU 13 SEPTEMBRE 1990, ADRESSEE AU PRESIDENT
DU CONSEIL DE SECURITE PAR LE REPRESENTANT PERMANENT DE
L'URUGUAY AUPRES DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur d'appeler votre attention sur l'application à l'Uruguay des dispositions de l'Article 50 de la Charte, eu égard aux difficultés économiques que rencontre mon pays du fait des mesures relatives à l'Iraq que le Conseil de sécurité a arrêtées dans sa résolution 661 (1990).

L'Uruguay, pays qui possède une longue tradition légaliste et qui respecte les décisions des organes des Nations Unies, a pris les mesures nécessaires pour que ses autorités et ses citoyens respectent l'embargo imposé à l'Iraq conformément aux dispositions de la résolution susmentionnée.

L'application de cet embargo a, sur les intérêts uruguayens, des effets préjudiciables qui contribuent à aggraver une situation économique en voie de détérioration depuis plusieurs années.

En effet, les échanges commerciaux, très favorables à notre économie, qui s'étaient établis dernièrement entre l'Uruguay et l'Iraq, avaient eu des effets positifs sur la balance commerciale de l'Uruguay. Le volume de ces échanges peut paraître négligeable en chiffres absolus, mais il représente des montants considérables pour l'économie uruguayenne, surtout si l'on considère que celle-ci est fortement tributaire des exportations et connaît depuis plusieurs années une crise grave.

L'interruption de ces échanges cause un grave préjudice à nos intérêts puisque nous avons dû annuler des contrats d'exportation déjà conclus et suspendre les négociations en cours.

Particulièrement grave pour l'économie uruguayenne est l'interruption des exportations de viande de mouton, qui, compte tenu de la structure actuelle des secteurs de production et d'exportation de l'Uruguay, sont essentielles pour l'économie.

C'est pourquoi, au nom de mon gouvernement et dans l'exercice du droit que confère l'Article 50 de la Charte des Nations Unies, je m'adresse au Conseil de sécurité afin d'engager des consultations avec cet organe en vue de régler les problèmes auxquels l'Uruguay fait face du fait de l'application de la résolution 661 (1990).

L'Ambassadeur,

Représentant permanent de l'Uruguay
auprès de l'Organisation des
Nations Unies

(Signé) Ramiro PIRIZ-BALLON
